



HAL
open science

30 ans après Enjeux municipaux.

Fabien Desage, Emmanuel Bellanger, Jean Rivière, Patrick Lehingue

► **To cite this version:**

Fabien Desage, Emmanuel Bellanger, Jean Rivière, Patrick Lehingue. 30 ans après Enjeux municipaux. . Métropolitiques, 2014. halshs-01576541

HAL Id: halshs-01576541

<https://shs.hal.science/halshs-01576541v1>

Submitted on 23 Aug 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



30 ans après *Enjeux municipaux*

Entretien avec Patrick Lehingue

Fabien Desage, Emmanuel Bellanger et Jean Rivière

En 1984 paraissait dans la collection PUF–CURAPP Enjeux municipaux, un ouvrage devenu incontournable pour qui s'intéresse à la démocratie locale et, plus largement, à l'histoire de la représentation politique. Trente ans après la parution de ce modèle d'enquête empirique, et quelques jours après les élections municipales de mars 2014, nous avons souhaité revenir, avec l'un de ses auteurs, sur la genèse de ce livre atypique, sa réception et son influence sur la science politique française.

Patrick, pour commencer, peux-tu revenir sur l'histoire de ce livre. Comment en êtes-vous venus à travailler sur les élections municipales avec Daniel Gaxie, à un moment où les objets locaux n'étaient pas des plus légitimes en France ?

Outre le plaisir de pouvoir travailler ensemble, l'occasion était au départ pédagogique. Nous venions d'ouvrir en octobre 1982, à Amiens, une maîtrise de science politique et il nous semblait impensable de ne pas nous saisir des élections municipales de mars 1983 pour commencer avec nos nouveaux étudiants un travail empirique sur un terrain relativement facile d'accès (collecte des documents, passation de questionnaires dans les meetings, photographies des affiches – à l'époque, l'affichage commercial n'était pas encore interdit –, entretiens avec les candidats, dépouillements des listes et des professions de foi...). Les anciens étudiants, que je continue à croiser, gardent du reste de cette expérience un souvenir assez enchanté...

Comment définirais-tu les grandes questions que vous vous posiez lors de votre enquête et pourquoi avoir opté pour des méthodes d'enquêtes mixtes qualitatives et quantitatives ?

Le terrain choisi préformatait déjà, par sa richesse, notre enquête. L'élection municipale est – peut-être devrait on prudemment conjuguer aujourd'hui ce verbe à l'imparfait... – le scrutin de proximité par excellence, celui où la connaissance des protagonistes et la reconnaissance pratique des enjeux par les électeurs, s'avèrent de loin les plus fortes. La Somme est, de surcroît, un département à dominante rurale, dispersé entre près de 800 communes, qui nous offrait l'occasion – même si l'enquête s'est principalement déroulée à Amiens – d'appréhender des marchés électoraux inégalement concurrentiels et très inégalement encastrés dans les luttes politiques ordinaires.

L'idée simple (qui structure d'ailleurs à l'arrivée le plan du livre) était de travailler sur les termes de l'échange entre candidats déclarés et électeurs potentiels, de saisir les processus de structuration de l'offre électorale (et notamment les enjeux supposés les plus saillants, ou en tout cas les plus visibilisés), mais aussi d'évaluer les attentes des profanes hors et en période de mobilisation électorale, d'analyser si (et comment) ces attentes étaient susceptibles d'évoluer sous l'effet des mécanismes de mobilisation électorale.

Très insatisfaits du traitement ordinaire des compétitions électorales locales (parfois folklorisant, le plus souvent parisiano-centré, avec des grilles d'analyse politologiques, souvent « armées » des seuls sondages pré-électorales), nous voulions remettre à plat la diversité des investissements dans le jeu électoral tant dans l'espace « géographique » (en rapport donc avec la morphologie des marchés plus ou moins périphériques) que social (en fonction de la place des profanes dans l'espace social, de leur degré de compétence politique). Pour ce faire, nous avons démultiplié les questions ouvertes dans nos questionnaires.

L'ouvrage est, dans son écriture et ses hypothèses de départ, très imprégné d'analogies économiques (entreprises, offre, marchés, investissement, crédit, monopole, concurrence...), ce qui était, à l'époque, une manière paradoxale de rompre sur leur terrain lexical avec les fictions que charriaient « la théorie démocratique » du vote et plus spécifiquement la théorie des « choix rationnels » qui était en pleine ascension. En même temps, comme l'avancait Jean-Claude Passeron, un raisonnement analogique, sauf à n'être que pur ornement métaphorique, ne vaut précisément que quand l'analogie cesse de fonctionner. Une des découvertes, c'est que s'il y a bien offre de produits politiques sur les marchés électoraux, il n'est pas certain que l'on puisse parler de demande ; ou alors au sens de Marx quand il écrit que la production crée « l'objet, le mode et l'instinct de consommation » en même temps que le consommateur. En période électorale, interrogées sur ce qui fait à leurs yeux problème (dans leur vie personnelle, dans leur commune, dans le pays), les personnes qui s'étaient prêtées au jeu du questionnaire censurent leurs préoccupations privatives, et ajustent leurs attentes à ce que les agents du champ politique offrent concurremment mais aussi de concert.

Comment résumerai-tu les résultats principaux de cette recherche pour les lecteurs de la revue ?

À travers la question centrale qui était posée (comment s'opère la conversion d'enjeux sociaux en enjeux politiques ?), il y a probablement quelques enrichissements de concepts : le champ comme structure d'offre des marchés ; la notion de champs politiques périphériques et de champs périphériques indifférenciés ; une déclinaison plus vaste de la notion d'enjeux ; au-delà des étiquettes partisans, l'importance des positions (occupées ou anticipées) dans le jeu comme principe de production des prises de position électorales : avec une opportunité expérimentale imprévue, soit à Amiens une sorte de chassé-croisé au terme duquel la liste sortante donnée gagnante est mise en ballottage quand le prétendant devient le favori, ce qui entraîne entre les deux tours une inversion dans chaque camp des prises de position, des argumentaires et des manières de faire campagne... Sont également décrites les conditions sous lesquelles une compétition électorale peut susciter un plus ou moins grand intérêt de la part des électeurs, juges-arbitres théoriques.

En quoi, à l'époque, l'approche méthodologique et théorique du livre était-elle novatrice dans sa manière d'aborder les élections municipales en science politique et plus largement en sciences sociales ?

À l'heure où le financement de la recherche se concentre autour de quelques opérations, technologiquement « lourdes », à quelques millions d'euros, j'ai quelques scrupules à rappeler que Daniel et moi avons réalisé cette enquête de manière tout à fait artisanale avec un budget total (hors publication que Jacques Chevallier et le CURAPP¹ avaient alors financé sans problème) d'à peine trois cents euros en monnaie constante... S'il y a donc une certaine originalité méthodologique, elle découle du schème classique « de la nécessité faisant vertu » et de l'obligation, l'imagination étant – faute d'autres ressources – au pouvoir, de « bricoler » un dispositif, de faire feu de tout bois, et de pousser au maximum le rendement cognitif de nos outils. Les deux questionnaires sont ainsi

1 Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique, à l'université de Picardie Jules-Verne

gracieusement passés dans le quotidien local, ce qui nous a permis de « capter » des répondants (mais pas assez pour faire des tris statistiques totalement probants) habitant en zone rurale, sans avoir les moyens de mener une véritable enquête ethnographique.

Quelle a été la réception du livre à l'époque (chez les collègues et auprès des élus ou des militants) ?

Nulle, comme c'est souvent le cas, chez les élus à qui l'ouvrage avait été envoyé... S'agissant des collègues, cette réaction sous forme de boutade d'un collègue et néanmoins ami : « Trois cents pages écrit petit pour ne même pas connaître à l'arrivée le nom du vainqueur ! », ce qui, on s'en doute, était plutôt un compliment et signalait le caractère un peu décentré d'un ouvrage sur les élections fort peu électoraliste, mais qui a pas mal circulé par son introduction théorique assez dense et par l'exhibition des échafaudages ayant permis la réalisation de cette enquête qui prouvait qu'on pouvait, avec peu de moyens, mener un travail empirique conséquent.

Y a-t-il, selon toi, une spécificité des élections municipales ? On sait que vous défendez dans le livre l'idée d'une nationalisation des scrutins locaux dans les grandes villes et donc d'une uniformisation tendancielle des « marques partisanes ». Cette hypothèse, qui fut d'ailleurs discutée, est-elle toujours pertinente ?

C'est peut-être la seule hypothèse du livre qui a véritablement donné lieu à controverses. On n'est jamais totalement innocent de la réception de ce que l'on écrit, mais il convient quand même de rappeler que l'hypothèse d'unification des marchés politiques (soit le fait que les élections municipales sont de plus en plus régies et affectées par la logique des oppositions dans le champ politique central) n'occupe que trois pages, soit moins d'un pour cent du bouquin. Le fil directeur réside plutôt dans le processus de professionnalisation politique, la prévalence des enjeux internes et spécifiques aux professionnels, ou semi-professionnels, et en cela l'analyse n'a guère vieilli.

Sur l'uniformisation tendancielle des marchés politiques, il faudrait sans doute maintenant introduire une hypothèse plus cyclique (nous étions en 1983, pratiquement au point le plus haut de la maîtrise que pouvaient avoir les appareils politiques centraux sur la délivrance et la monopolisation des investitures et il y a sans doute, de ce point de vue, un manque de recul). Je ne suis pas loin de penser qu'en 2014, avec la multiplication de listes dissidentes au premier tour (singulièrement au PS), et le nombre inédit de quadrangulaires au second, nous sommes peut-être au plus bas d'une phase B d'un cycle dont il faudrait mieux comprendre les principes d'oscillation.

Avec le recul, quels sont, selon toi, les angles morts de l'ouvrage ? Que feriez-vous différemment (en plus ou en moins) si vous deviez conduire une enquête comparable aujourd'hui ?

Les angles morts sont innombrables tant il est vrai (c'est la définition même d'une problématique) que, comme le disait Bachelard, « toute lumière projette toujours un peu d'ombre », et qu'il n'était pas question de tout dire sur les élections municipales et les marchés périphériques. Le sous-titre de l'ouvrage (*La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*) borne bien l'ambition de cette recherche qui aurait pu, avec plus de temps et de moyens, intégrer davantage l'activité (certes souvent souterraine) des associations, des groupes de pression, de certains lieux de sociabilité dans la co-construction et la circulation des enjeux, angle mort que l'ouvrage *Mobilisations électorales*, que j'ai co-dirigé par la suite avec Jacques Lagroye et Frédéric Sawicki (Lagroye *et al.* 2005), a tenté partiellement de corriger. Entre autres références, les travaux de Sébastien Vignon et l'ouvrage collectif *Battre la campagne* dirigé par Aurélie Troupel et Sylvain Barone (2010) ont permis de combler de nombreuses lacunes s'agissant des compétitions

électorales en milieu rural, là où, de par la non-professionnalisation des acteurs, le fort degré d'interconnaissance des habitants, l'arrivée parfois massive de nouveaux résidents et le caractère inextricablement lié des enjeux individuels, sociaux et politiques, les luttes de classes et de classement sont les plus passionnantes.

Pour conclure, quelles leçons peut-on tirer du scrutin municipal de 2014 par rapport à celui de 1983 ?

Il faudrait de longues et patientes enquêtes pour mieux saisir ce qui s'est passé dans les quelques 27 000 communes de moins de mille habitants (10 millions de résidents, quand même...) sous le rapport de la crise (réelle ? sur-médiatisée ?) des vocations, des effets (très inégaux) de la périurbanisation, de la place (inexistante en 2008) qu'a éventuellement joué la question de l'intercommunalité, et (ceci résumant et condensant tout cela) de l'évolution des taux d'abstention dont on sait que, depuis deux consultations, ils progressent plus en milieu rural qu'en milieu urbain, même si demeure vérifiée une relation directe et linéaire entre abstention et taille des communes.

De même, et sans être un fétichiste des modes de scrutin, il faudrait pouvoir évaluer les effets qu'a pu avoir l'intégration des 6 600 communes comptant entre 1 000 et 3 500 habitants (au total, près de 12 millions de résidents) dans la règle du jeu électorale standard (parité, listes bloquées, interdiction du panachage) en termes de politisation des listes, de difficultés de constitution de celles-ci, ou des sentiments de moindre liberté de choix qu'ont pu ressentir certains électeurs.

S'agissant des plus grandes communes, la question des effets de verdicts électoraux (en gros, « qui a gagné ? ») perd un peu de son sens tant les mouvements sont massifs et unidirectionnels. En comparaison des municipales de 1983 (la gauche était alors aussi aux affaires), la logique des élections intermédiaires (sanction des représentants locaux de la majorité gouvernementale, abstentionnisme différentiel, dispersion sur des listes non centrales) a joué comme jamais depuis le début de la V^e République (le PS perd le tiers de ses municipalités de plus de 20 000 habitants), ce qui, soit dit en passant, témoigne bien de la prégnance dans les votes municipaux de fortes considérations nationales, même si, de manière un peu étonnante, les listes d'opposition menées par la droite ont plutôt procédé à un cadrage local de la compétition (mais sans doute n'était-il pas nécessaire de trop insister sur le passif de la gauche gouvernementale, tant celui-ci était évident...).

Par rapport à 1983 (où le FN n'est présent que dans une poignée de villes et dans quelques arrondissements de Paris, dont le 20^e où Le Pen est alors élu), la différence saillante réside bien sûr dans le succès des listes frontistes par rapport auquel la thématique « qui a gagné ? » (ou, plus exactement, « dans quelle mesure X a-t-il réellement triomphé ? », comme ce fut beaucoup signalé à chaud) reprend quelque vigueur.

Le succès du FN réside d'abord dans le fait qu'il soit parvenu à présenter des listes dans près de 414 communes (quatre fois plus qu'en 2008) de plus de 10 000 habitants, mais c'est oublier qu'en 1995 (avant la scission des mégrétistes) il était également présent dans 406 communes, à ceci près que pour un tiers d'entre elles, ce ne sont plus les mêmes (quasi disparition en Île-de-France, mais plus forte présence dans le Sud-Ouest et l'Ouest). Le sentiment de triomphe, médiatisé par les cas de Béziers, Fréjus ou Hénin-Beaumont et par le fait que dans une trentaine de ces villes, il réalise plus de 30 % des suffrages exprimés, ne saurait faire oublier qu'au total ces 414 listes ont réalisé 2 points de moins que le score de Marine Le Pen aux présidentielles.

Mais (les objections peuvent s'enchaîner à l'infini), cette moins-value, classique dans les scrutins locaux, est bien moindre qu'en juin 1995, où les listes FN avaient perdu près de 4 points par rapport aux présidentielles d'avril. De même, si, lors des seconds tours, les listes FN perdent en moyenne près de 1,5 point par rapport au premier, cette perte moyenne dissimule de très gros écarts et reste moindre que lors du second tour de 1995. Elle témoigne donc d'une plus grande fidélisation des électeurs sinon au programme frontiste (dans bien des cas, réduit à sa plus simple expression), au moins à la marque, aux espoirs et ressentiments qu'elle suscite.

Pour rester et conclure sur le cas du FN, je suis frappé de constater que les villes où son score est très élevé répondent toutes à cinq invariants, inextricablement sociaux et politiques, sur lesquels on serait avisé de réfléchir :

- une population globalement pauvre (revenus ou niveau de diplôme) ;
- une ville en déclin (en terme d'actifs, de commerces de centre-ville, dans le pire des cas au plan démographique) ;
- des inégalités de revenus sensiblement supérieures à la moyenne nationale (que l'on peut mesurer par le coefficient de Gini) ;
- des équipes sortantes discréditées (mise en examen, abandon par certains colistiers, affaires et scandales divers) ;
- l'existence d'une armature militante, patiemment reconstituée après l'hémorragie qu'avait représentée la scission en 1999 des mégrétistes.

Bibliographie

- Barone, Sylvain et Troupel, Aurélia (dir.). 2010, *Battre la campagne. Élections et pouvoir municipal en milieu rural*, Paris : L'Harmattan.
- Gaxie, Daniel et Lehingue, Patrick. 1984. *Enjeux municipaux, la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris : Presses universitaires de France – Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique (PUF–CURAPP).
- Lagroye, Jacques, Lehingue, Patrick et Sawicki, Frédéric (dir.). 2005. *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris : PUF–CURAPP.

En savoir plus :

Enjeux municipaux est accessible gratuitement en ligne sur le site de l'université de Picardie Jules-Verne. URL : http://www.u-picardie.fr/labo/curapp/revues/page.php?currentPage=401&SESS_ID=57a2e252d8fe1b66a476a312bf424d86&idv=15.

Fabien Desage est maître de conférences en science politique (Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS), université Lille-2). Il est en 2013 professeur invité au département de science politique de l'université de Montréal, et titulaire de la Chaire d'études de la France contemporaine du Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM).

Membre des comités de rédaction des revues *Politix* et *Métropolitiques*, il est notamment le co-auteur avec David Guéranger de *La Politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales* (2011, Bellecombe-en-Bauges : Éditions du croquant). Ses recherches récentes portent sur le contrôle politique de l'espace, l'ethnicisation des politiques publiques et les cadres de la représentation politique.

Emmanuel Bellanger est chargé de recherche du CNRS au Centre d'histoire sociale du xx^e siècle de l'université Paris-1, où il co-anime son pôle « Gouverner et habiter les villes contemporaines ». Ses travaux portent sur l'histoire politique, sociale et urbaine de la banlieue parisienne. Ils se focalisent sur les politiques publiques locales, l'histoire des intercommunalités et du Grand Paris, l'histoire des maires et des personnels des collectivités locales et l'histoire de la « banlieue rouge ». Ses dernières publications portaient sur l'histoire du gouvernement de l'agglomération parisienne, les politiques funéraires, l'assainissement, les syndicats intercommunaux, les offices publics d'HLM et la Seine-Saint-Denis.

Jean Rivière est maître de conférences à l'Institut de géographie et d'aménagement régional de l'université de Nantes (IGARUN). Rattaché à l'équipe « Espaces et sociétés » (ESO – UMR 6590, CNRS), ses recherches s'inscrivent dans le champ de la géographie sociale et sont centrées sur l'étude de la dimension spatiale des inégalités et des rapports de pouvoir. Ses travaux articulent les recompositions sociologiques en cours dans les mondes (péri)urbains avec les comportements électoraux qui s'y expriment.

Il a récemment publié « Des ploucs de droite aux pavillonnaires lepénistes. Sur la construction médiatique du vote des ruraux » (*Revue Agone. Histoire, Politique & Sociologie*, n° 51, 2013) et « Trajectoires résidentielles et choix électoraux chez les couches moyennes périurbaines » (*Espaces et Sociétés*, n° 148-149, 2012).

Patrick Lehingue est professeur de science politique à l'université de Picardie Jules-Verne.

Pour citer cet article :

Fabien Desage, Emmanuel Bellanger, Jean Rivière & Patrick Lehingue, « 30 ans après *Enjeux municipaux*. Entretien avec Patrick Lehingue », *Métropolitiques*, 23 avril 2014.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/30-ans-apres-Enjeux-municipaux.html>.